



Plus de crédits et moins de surendettement en 2015

MIS EN LIGNE LE 20/01/2016 À 17:31

PAR PASCAL LORENT

Les prêts hypothécaires ont progressé de 40 %. A l'inverse, l'arriéré moyen par emprunteur diminue et le nombre moyen de règlement collectif de dettes recule.

Les dernières données de la Centrale des crédits aux particuliers de la Banque nationale, viennent d'être publiées. Et ils signalent une double évolution positive pour l'économie et les ménages.

Il y a d'abord le crédit qui redémarre. L'an dernier, on a ainsi octroyé 1,67 million de nouveaux crédits. Soit une progression de 15,30 % par rapport à 2014. « *Il faut raisonner en fonction des différents types de contrat* », prévient Romain Duvivier, économiste auprès de l'Observatoire du crédit et de l'endettement. En effet, tous les crédits n'ont toutefois pas connu une année de croissance.

La durée du remboursement diminue

Il y a d'abord les prêts à tempérament (+ 17,25 %). « *Ce sont en général des crédits qui portent sur de gros montants, pour l'achat d'une voiture ou des travaux de rénovation, analyse-t-il. Il y a deux raisons principales à cela : l'amélioration de la conjoncture économique et de l'indice de confiance des consommateurs, et les taux d'intérêt très bas.* »

Mais l'évolution marquante concerne les prêts hypothécaires (+40,01 %). En un an, pas moins de 621.321 nouveaux contrats ont été paraphés. Cela confirme le redressement spectaculaire observé l'an dernier : entre 2013 et 2014, 443.782 crédits avaient été accordés sous hypothèque, constituant une progression de 50,54 %. « *Derrière cette évolution, il y a beaucoup de refinancements en raison des taux d'intérêt très bas, nuance l'économiste. Mais cela reste une bonne nouvelle pour les ménages car soit leur mensualité est plus faible, soit la durée du remboursement diminue.* »

A l'inverse, les ventes à tempérament (quand le crédit est lié à l'achat d'un bien précis) poursuivent leur progression (+17,25 %). En continuant la visite sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies. Le site utilise en effet des cookies pour afficher des contenus et des services qui correspondent à vos centres d'intérêt, mais aussi pour établir des statistiques d'audience. Pour en savoir plus et gérer ces paramètres. [×](#)

rprenant, les
f années (-24,94 %).

Frilosité bancaire ? Prudence progressive du consommateur qui a pu maintenir son pouvoir d'achat quotidien au travers de ce type d'endettement ? « *Nous ne disposons pas d'éléments pour expliquer de manière fiable cette diminution* », avoue Romain Duvivier.

L'endettement problématique recule

Du côté du surendettement, l'embellie est légère. Le nombre d'emprunteurs défaillants est en effet en hausse par rapport à 2014 : +3,92 %. Ils sont 364.685 dans cette situation, pour un montant global de 3,15 milliards. Une évolution provoquée par la défaillance des personnes ayant contracté une ouverture de crédit (+10,01 %). Tous les autres types de contrats ont enregistré un recul des retards des difficultés de paiement.

C'est sans doute ce qui explique cette autre évolution : pour la première fois depuis 2007 au moins, le montant de l'arriéré moyen par emprunteur diminue. En 2015, il se chiffrait à 8.652 euros. Une baisse de 213 euros en un an. « *Une diminution de l'arriéré de -2,40 % pour 2015 reste faible comparée à la hausse constatée depuis 2007 (+39,39 %), mais contraste suffisamment avec les évolutions précédentes pour laisser penser à un renversement de tendance pour les prochaines années*, estime encore Romain Duvivier. *Cette évolution allant dans le bon sens s'ajoute au constat montrant que le nombre d'emprunteurs défaillants avait diminué pour tous les types de contrats à l'exception des ouvertures de crédit.* »

Un changement de tendance que l'économiste associe à la légère reprise enregistrée au cours de l'année écoulée. Car, autre élément probant, le nombre mensuel moyen de nouvelles procédures de règlement collectif de dettes a baissé : 1.320 dossiers, pour 1.463 en 2014. Soit un retour au niveau de 2009 (1.326). Une embellie indéniable, donc. Mais fort dépendante du contexte économique international, où les nuages, actuellement, s'amoncellent.

AUSSI EN ECONOMIE

Les fréquences rapporteront au bas mot 703 millions à l'Etat

